

Le parti suisse du travail

Autor(en): **Forel, Armand**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **28 (1970)**

Heft [1]: **L'avenir de la démocratie en Suisse : le rôle des partis politiques**

PDF erstellt am: **19.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-136600>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le Parti suisse du travail

Armand Forel
Conseiller national
médecin, Nyon

Rôle des partis politiques dans la vie du Pays

C'est bien volontiers que nous répondons à titre personnel à l'invitation de la Société d'études économiques et sociales de Lausanne.

La notion de partis a sans doute toujours existé, bien avant celui des Césars et de Pompée, celui des Guelfes et des Gibelins. La définition que nous en donne le dictionnaire encyclopédique Quillet est la suivante: union de plusieurs personnes dans un même intérêt ou une même opinion contre d'autres qui ont un intérêt, une opinion contraire. Sur cette base-là, il est évident que, si l'on accepte la légende de Guillaume Tell, la naissance de la Suisse primitive est due à l'union de plusieurs personnes ayant intérêt à ne plus payer d'impôts aux Autrichiens et avec l'opinion commune que la domination autrichienne leur était pour le moins désagréable! Même si, à l'époque, ces paysans des vallées primitives n'avaient pas conscience qu'ils représentaient un parti, il n'en est pas moins vrai que, de fait, ils en constituaient un qui fut à la base de la Confédération.

De notre point de vue marxiste, tant que la société est divisée en classes, en communautés à intérêts divergents, la pluralité des partis est une nécessité historique. Elle est donc inévitable. C'est ainsi que nous avons connu et connaissons des partis paysans et citadins, des partis défendant les privilèges de castes ou d'églises contre des intérêts de libre commerce ou d'associations de travailleurs des villes ou des campagnes.

A noter, ce qui n'est pas négligeable, qu'au fur et à mesure que se développent les conditions sociales et économiques, les partis évoluent, au point soit de disparaître ou de renaître dans d'autres formations. Et pour la petite histoire, il serait amusant de se demander dans quel parti se trouverait tel ou tel leader actuel s'il avait vécu 100 ou 200 ans plus tôt!

Dans le plan des exposés auquel nous nous soumettons bien volontiers, on nous demande de parler de la force des partis et de leurs faiblesses, des menaces qui planent sur eux et des moyens d'affirmation.

Il me paraît nécessaire, ici, de différencier les partis en grands groupes et de les traiter très superficiellement de la façon suivante.

En ce qui concerne le parti catholique conservateur, seul grand parti confessionnel chez nous, il est traditionnellement le plus à droite des grands partis. Il est cependant loin d'être uni: une aile s'est formée à sa gauche, ce sont les chrétiens-sociaux qui ont une base syndicale et des aspirations sociales souvent assez progressistes.

Quant au parti radical, il est à nos yeux le représentant gouvernemental par excellence. C'est dans ses rangs que l'on retrouve les représentants les plus importants de la grande industrie et des grandes banques. C'est lui qui marque le plus nettement la politique gouvernementale suisse puisqu'il représente essentiellement le patronat de l'économie suisse.

Le parti des paysans, artisans et bourgeois, surtout fort dans le canton de Berne, ne représente plus guère la paysannerie suisse qui, chacun le sait, est en forte régression numérique. Sa politique se radicalise de plus en plus. Fait exception le parti agrarien vaudois.

Enfin, le parti socialiste suisse, le plus fortement représenté au Conseil national, a lui aussi subi une évolution considérable depuis la Première Guerre mondiale. A ses origines, il était l'authentique représentant de la classe ouvrière suisse. Comme les autres partis ouvriers de la 2^e internationale, il a lentement quitté le terrain de la lutte des classes pour entrer, au cours des deux dernières guerres mondiales, dans des coalitions gouvernementales sans conditions. La notion proprement dite, l'existence de la lutte des classes ne figurent même plus dans ses statuts. Sa raison d'être essentielle est d'améliorer, d'humaniser le régime capitaliste dans lequel nous vivons, en y collaborant activement, même au sein du gouvernement fédéral.

Doctrine du Parti suisse du travail

Notre parti se réclame de la pensée marxiste-léniniste. Il est persuadé que le capitalisme, dans son évolution, ne tend pas à se désagréger, mais au contraire à se concentrer entre un nombre de puissances économiques de plus en plus restreint, trusts de plus en plus puissants et de plus en plus conquérants. De même dans son évolution, le capitalisme s'internationalise et dans la défense de ses intérêts propres, il représente de moins en moins les intérêts nationaux.

Face à cette évolution, nous pensons que la classe ouvrière doit être dotée d'un parti politique qui non seulement défende ses intérêts de classe, mais soit capable, en liaison avec tous les autres partis politiques de gauche de faire face à la politique impérialiste du grand capital suisse et international.

La politique du PST consiste à soutenir toutes les luttes revendicatives des travailleurs, les considérant comme autant d'étapes devant aboutir à l'abolition du système capitaliste et l'instauration d'une société socialiste basée sur l'amélioration des besoins sociaux et non sur la recherche du profit.

Pour parvenir à ce but, le PST agit de son mieux pour faire comprendre aux travailleurs suisses que le seul moyen de supprimer leur exploitation par le capitalisme est de créer un grand mouvement de rassemblement populaire autour de la classe ouvrière.

Le PST pense que la base de ce rassemblement populaire ne peut être que la lutte contre le grand capital. Il rejette toutes les idées qui sont à la base de la paix du travail. Celle-ci soumet, en fait, les travailleurs aux intérêts de ceux qui les exploitent.

C'est en ce sens que le PST représente dans notre pays la seule opposition organisée à la politique de la grande bourgeoisie.

Parmi les revendications les plus immédiates de notre parti, il nous semble nécessaire de mentionner que toutes ont un caractère revendicatif destiné à renforcer les droits du monde du travail au détriment des droits et des intérêts de la grande bourgeoisie.

Une brève et partielle énumération de ces revendications immédiates nous semble nécessaire:

— Mesures pour la réglementation et le contrôle des prix et profits.

- Refonte des lois fiscales fédérales, cantonales et communales avec une assiette favorisant les bas salaires et frappant les gros revenus, diminuant les impôts indirects et interdisant la fraude et la fuite fiscales.
- Réforme fondamentale de la défense nationale qui devrait être orientée vers la résistance du peuple à tout occupant.
- Réforme de la Banque nationale et contrôle des banques.
- Nationalisation progressive des principaux moyens de production.
- Droit des travailleurs de contrôler la marche des entreprises.
- Création d'une AVS-AI basée sur l'initiative populaire du PST.
- Droit au logement et protection des locataires.
- Sécurité sociale généralisée.
- Création d'un service public de la Santé.
- A travail égal, salaire égal et bien sûr, droits politiques égaux pour les femmes.
- Diminutions compensées des heures de travail.
- Augmentation des vacances payées à 4 semaines et pécule de vacances.
- Accession aux études et à la formation professionnelle pour tous.
- Plan d'extension national de l'économie suisse.
- Sécurité et augmentation des droits des travailleurs étrangers en Suisse.
- Respect de la neutralité d'Etat et action pour la coexistence pacifique entre les peuples et le tiers monde.

A noter qu'à nos yeux, ces revendications doivent se réaliser par ce large mouvement de rassemblement populaire, comprenant plusieurs partis et utilisant les institutions démocratiques existantes.

Exemples de prises de position

a) Le PST et l'initiative Schwarzenbach: cette initiative, si elle devait être réalisée telle quelle, entraînerait une véritable ruine économique dans de nombreux cantons. Elle amènerait la fermeture d'ateliers et de fabriques et, finalement, ses effets se dirigeraient essentiellement contre les travailleurs qu'elle ose prétendre défendre.

D'autre part, cette initiative attise volontairement la xénophobie. Ses initiateurs font appel aux plus bas sentiments pseudo-nationalistes (v. propagande en Suisse allemande). Un des buts de l'initiative est de diviser la classe ouvrière, alors que la solution se trouve dans son union pour développer l'équipement social nécessaire à l'augmentation de la population.

b) L'entrée de la Suisse dans le Marché commun serait, actuellement, le résultat d'un accord entre capitalistes internationaux, de même que l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne. A notre sens, l'intégration européenne, si elle reste strictement mercantile, n'a aucune valeur durable. Tout le problème social et économique des travailleurs est à revoir de fond en comble. Les organisations ouvrières, particulièrement syndicales, doivent avoir leur mot à dire quant à l'organisation du Marché commun.